COMMUNE
DE COMMENTRY

Commentry

14 Place du 14 Juillet
03600 COMMENTRY

Dossier n° PC 003 082 26 00012

Demande déposée le 03/08/2026

Demandeur :	**PRODIF, représentée par Monsieur Franck MURET**
Demeurant :	**5 Rue de l'Industrie 03600 COMMENTRY**
Opération projetée :	**Création d'une extension destinée uniquement au stockage**
Sur un terrain sis :	**5 Rue de l'Industrie 03600 COMMENTRY**
Cadastré :	**3082 AC 151 (3620 m²), 3082 AC 212 (242 m²), 3082 AC 216 (1893 m²), 3082 AC 217 (2093 m²), 3082 AC 281 (4673 m²)**

ARRÊTÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Délivré par le Maire au nom de la Commune

Le Maire de COMMENTRY,

Vu le Code de l'urbanisme,
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé le 02/10/2024, et modifié le 07/10/2025,
Vu l'objet de la demande
- Portant sur la création d'une extension destinée uniquement au stockage
- Sur un terrain situé 5 Rue de l'Industrie
- Pour une surface de plancher créée de 820m²

ARRÊTE

Article Unique

Le permis de construire n° **PC 003 082 26 00012** est **ACCORDÉ** pour les travaux décrits dans la présente demande.

Date d'affichage :	Fait à COMMENTRY, le 4 septembre 2026 L'Adjoint Délégué à l'urbanisme, **Thierry VERGE**

MAIRIE DE COMMENTRY (ALLIER)

Nota : Le bénéficiaire de la présente autorisation est susceptible de payer la contribution correspondant au coût de raccordement au réseau public d'électricité prévue en application des articles L.332-17 du code de l'urbanisme et L.342-12 du code de l'énergie.

La présente autorisation est susceptible de donner lieu au versement des taxes d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux article L 2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Rappels réglementaires :

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant la Tribunal administratif de Clermont Ferrand, 6 Cours Sablon 63000 Clermont-Ferrand, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code du Justice Administrative.
Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux, à adresser à l'auteur de la présente décision dans un délai de 1 mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article L. 600-12-2 du Code de l'Urbanisme. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice de ce recours gracieux ne proroge pas le délai de recours contentieux.
Durée de validité du permis :
Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification mentionnée à l'article R. 424-10 où de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux.
En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.
Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
Le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :
- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1976. Cette démarche n'est pas nécessaire pour les projets soumis à déclaration préalable ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet service-public.fr ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :
- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.
L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :
Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droits privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.
Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :
Le bénéficiaire a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.
Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement :
A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, vous devez adresser en Mairie une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable (art L 462.1 du Code de l'Urbanisme).
Lorsque les travaux ne sont pas conformes au permis délivré ou à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art L 462-2 du Code de l'Urbanisme).
Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. Elle peut être envoyée par courrier électronique dans les cas prévus à l'article R 423.48. Elle rappelle les sanctions encourues (art R 462.9 dernier alinéa).